# TotalEnergies
# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS au 30 septembre 2026

*(non auditée)*

## 1 Base de préparation des comptes consolidés

Les comptes consolidés condensés sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2026 de TotalEnergies SE et ses filiales (la Compagnie) sont présentés en dollar américain et ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2026 sont conformes à ceux retenus pour les états financiers au 31 décembre 2025.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS pour la clôture au 30 septembre 2026 requiert de la part de la Direction générale le recours à des estimations, hypothèses et jugements, qui affectent l'information présentée dans les comptes consolidés et leurs notes annexes.

Ces estimations, hypothèses et jugements sont basés sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables à la date de préparation des états financiers. Ils sont régulièrement revus par la Direction générale et peuvent donc être révisés sensiblement en cas de changement des circonstances ou suite à de nouvelles informations.

Les principales estimations, hypothèses et jugements concernent l'estimation des réserves d'hydrocarbures dans le cadre de l'application de la méthode dite des *successful efforts* pour les activités pétrolières, les dépréciations d'actifs, les engagements envers le personnel, les provisions pour restitution des sites et les impôts sur le résultat. Ces estimations et hypothèses sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2025.

Des estimations, hypothèses et jugements différents pourraient avoir des impacts significatifs sur l'information présentée et les réalisations définitives pourraient également être différentes des montants inclus dans les états financiers consolidés et leurs notes annexes.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction générale de la Compagnie exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre les méthodes comptables permettant de fournir une information conforme aux principes généraux des IFRS : image fidèle, pertinence et importance relative.

### Principes comptables applicables et significatifs dans le futur

L'application des normes ou interprétations publiées respectivement par l'IASB (International Accounting Standards Board) et l'IFRS IC (International Financial Reporting Standards Interpretations Committee) non encore en vigueur a un impact attendu non significatif. À noter que la norme IFRS 18, publiée en avril 2024 et applicable à compter du 1er janvier 2027 modifiera la présentation du compte de résultat consolidé et du tableau de flux de trésorerie consolidé.

## 2 Évolution de la composition de la Compagnie

### 2.1 Principales acquisitions et cessions de la période

#### Exploration-Production

Le 30 mars 2026, TotalEnergies a finalisé la fusion entre NEO NEXT et ses activités amont Oil & Gas au Royaume-Uni.

La nouvelle entité, renommée NEO NEXT+, est détenue par TotalEnergies (47,5%), HitecVision (28,875%) et Repsol UK (23,625%) qui exercent un contrôle conjoint. Avec cette transaction, NEO NEXT+ devient le plus grand producteur indépendant de pétrole et de gaz au Royaume-Uni.

Au 30 septembre 2026, la participation de TotalEnergies est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Le 16 septembre 2026, TotalEnergies a conclu un accord de partenariat avec Global Infrastructure Partners (GIP), société du groupe BlackRock, portant sur des actifs d'infrastructure énergétiques en Afrique. En contrepartie d'un apport en capital de 1,8 milliard de dollars, TotalEnergies versera à GIP une rémunération en fonction des volumes transitant dans ces infrastructures sur une période pouvant aller jusqu'à 15 ans.

Cette transaction a été traitée dans les comptes consolidés comme une cession d'intérêts ne conférant pas le contrôle.

#### Integrated Power

Le 29 avril 2026, TotalEnergies a finalisé l'acquisition, signée le 16 novembre 2025, de 50% de la plateforme de production d'électricité flexible d'EPH en Europe de l'Ouest. Cette opération conduit à la création de TTEP, 2ème acteur européen de production d'électricité flexible, qui détient et opère à travers ses filiales des centrales électriques flexibles au gaz naturel, à biomasse et systèmes de stockage par batteries (BESS), répartis en Italie, au Royaume-Uni, en Irlande, aux Pays-Bas et en France, pour une capacité totale de 14 GW installés ou en cours de construction.

En application des pouvoirs qui lui ont été délégués par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2024, le Conseil d'administration de TotalEnergies SE a approuvé l'émission de 95,4 millions d'actions au profit d'EPH, représentant environ 4,2% du capital de TotalEnergies, soit 5 147,5 millions d'euros correspondant à 238,6 millions d'euros de capital social et 4 908,9 millions d'euros de prime d'émission au cours de 53,94 euros.

Au 30 septembre 2026, la participation de TotalEnergies dans TTEP est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

### 2.2 Principaux regroupements d'entreprises

TotalEnergies n'a procédé à aucun regroupement d'entreprises significatif au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2026.

## 2.3 Principaux projets de cessions

### Exploration-Production

Le 17 juillet 2024, TotalEnergies avait annoncé que sa filiale TotalEnergies EP Nigeria avait signé un accord avec la société Chappal Energies portant sur la vente de sa participation de 10% dans les licences de production de la JV Renaissance (anciennement « JV SPDC ») au Nigéria, dont les conditions précédentes à la finalisation de la vente n'ont pas pu être levées. Le 13 janvier 2026, TotalEnergies EP Nigeria a signé un nouvel accord de cession avec la société Vaaris. L'opération a été finalisée le 26 octobre 2026.

Au 30 septembre 2026, les actifs et passifs sont respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 1 578 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 1 293 millions de dollars. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles.

Le 7 septembre 2026, TotalEnergies a annoncé la conclusion de plusieurs avancées contractuelles et commerciales pour le projet Papua LNG, dont la cession d'un intérêt de 9,1 % dans le projet Papua LNG (après exercice du droit d'entrée de Kumul Petroleum) à ses partenaires, au prorata de leur participation existante. Le rôle d'opérateur est transféré à ExxonMobil, déjà opérateur de PNG LNG. TotalEnergies conservera une participation de 20 % dans Papua LNG tout en maintenant sa quote-part des volumes de GNL du projet.

Au 30 septembre 2026, les actifs et passifs sont respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 579 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 8 millions de dollars. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles.

### Integrated Power

Le 3 août 2026, TotalEnergies a annoncé avoir signé un accord avec un fonds d'assurance géré par KKR pour la vente de 50% d'un portefeuille d'actifs solaires et éoliens terrestres de 1,2 GW en Europe.

La transaction porte sur un portefeuille d'actifs en Allemagne, Espagne, France et Pologne. TotalEnergies conservera sa participation de 50% dans ces actifs.

Au 30 septembre 2026, les actifs et passifs sont respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 1 694 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 863 millions de dollars. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles.

# 3 Informations par secteur d'activité

## Composition des secteurs

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne. Elle reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TotalEnergies qui est revue par le principal décideur opérationnel de TotalEnergies, le Comité exécutif.

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

La structure de reporting de l'information financière par secteur d'activité s'articule autour des cinq secteurs d'activités suivants :

- un secteur Exploration-Production qui englobe les activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz naturel, ainsi que les activités de stockage de carbone, menées dans environ 50 pays ;
- un secteur Integrated LNG qui comprend la chaîne intégrée du gaz (y compris les activités de GNL amont et midstream), les activités biogaz et de méthane de synthèse, le négoce de gaz, ainsi qu'à compter du 1er janvier 2026, l'activité de soutage de GNL précédemment reportée au secteur Marketing & Services ;
- un secteur Integrated Power qui couvre les activités de génération, stockage, négoce d'électricité et distribution B2B-B2C de gaz et d'électricité ;
- un secteur Raffinage-Chimie qui constitue un grand pôle industriel contenant les activités de raffinage, de pétrochimie et de chimie de spécialités. Ce secteur couvre également les activités d'approvisionnement et de négoce pétrolier, les transports maritimes et les activités hydrogène ;
- un secteur Marketing & Services comprenant les activités de commercialisation dans le domaine des produits pétroliers ainsi que les activités d'approvisionnement et de logistique correspondantes.

Par ailleurs le secteur Holding comprend les activités fonctionnelles et financières des holdings.

## Définition de l'indicateur publié

### Résultat Opérationnel Net Ajusté :

TotalEnergies mesure la performance de ses secteurs sur la base du résultat opérationnel net ajusté. Le résultat opérationnel net ajusté inclut le résultat opérationnel des secteurs après déduction des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles hors droits miniers, des écarts de change et des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux employés (dividendes des sociétés non consolidées, résultats de sociétés mises en équivalence et frais financiers capitalisés…), et après l'impôt applicable à tous ces éléments, et après retraitements des éléments d'ajustement décrits ci-dessous.

Les produits et charges constituant la différence entre le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net part de TotalEnergies sont les frais financiers relatifs à la dette financière nette, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette), les intérêts ne conférant pas le contrôle et les éléments d'ajustements.

Les éléments d'ajustement comprennent :

### a) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

### b) l'effet de stock

Conformément à IAS 2, TotalEnergies valorise ses stocks de produits pétroliers selon la méthode du FIFO (First-in, First-out) et celui des autres stocks selon la méthode PMP (Prix Moyen Pondéré). Selon la méthode FIFO, le stock est valorisé au coût historique d'acquisition ou de production plutôt qu'au coût de remplacement. En cas de volatilité des marchés de l'énergie, cette méthode de valorisation peut avoir un effet de distorsion important sur le résultat.

Par conséquent, les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents de la Compagnie.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (Last In, First Out), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par référence à la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (First In, First Out) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

### c) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour les stocks du trading et les contrats de stockage, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par le Comité exécutif de TotalEnergies et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de trading soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours spot de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de trading en juste valeur sur la base de cours forward.

Dans le cadre de ses activités de trading, TotalEnergies conclut par ailleurs des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne de TotalEnergies, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Enfin, TotalEnergies utilise des instruments dérivés dans le but de gérer l'exposition aux risques de certains contrats ou actifs opérationnels. En application des normes IFRS, ces instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur alors que les transactions opérationnelles sous-jacentes sont comptabilisées lors de leur réalisation. Les indicateurs internes reportent la reconnaissance du résultat sur les instruments dérivés au dénouement des transactions.

## 3.1 Informations par secteur d'activité

| 9 mois 2026<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires externe | 4 593 | 8 280 | 13 508 | 83 750 | 72 604 | 18 | – | 182 753 |
| Chiffre d'affaires intersecteurs | 28 752 | 7 002 | 4 223 | 30 682 | 607 | 107 | (71 373) | – |
| Droits d'accises | – | – | – | (519) | (13 762) | – | – | (14 281) |
| **Produits des ventes** | **33 345** | **15 282** | **17 731** | **113 913** | **59 449** | **125** | **(71 373)** | **168 472** |
| Charges d'exploitation | (11 399) | (10 560) | (16 287) | (102 743) | (56 262) | (776) | 71 373 | (126 654) |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers | (5 902) | (1 239) | (1 254) | (1 235) | (745) | (86) | – | (10 461) |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments | 907 | 1 830 | (312) | (155) | (81) | (58) | – | 2 131 |
| Impôts du résultat opérationnel net | (7 869) | (1 131) | (225) | (2 261) | (758) | 22 | – | (12 222) |
| Ajustements [(a)] | 118 | 172 | (2 027) | 519 | 374 | (94) | – | (938) |
| **Résultat opérationnel net ajusté** | **8 964** | **4 010** | **1 680** | **7 000** | **1 229** | **(679)** | **–** | **22 204** |
| Ajustements [(a)] | | | | | | | | (938) |
| Coût net de la dette nette | | | | | | | | (1 496) |
| Intérêts ne conférant pas le contrôle | | | | | | | | (259) |
| **Résultat net - part TotalEnergies** | | | | | | | | **19 511** |

[(a)] Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

La gestion des positions bilancielles (dont les appels de marge) liée à l'accès centralisé aux marchés pour les activités GNL, gaz et électricité est incluse dans le secteur integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions gaz et GNL sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions électricité sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated Power.

| 9 mois 2026<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissements | 8 168 | 1 882 | 3 506 | 1 279 | 529 | 223 | – | 15 587 |
| Désinvestissements | 801 | 147 | 1 660 | 172 | 244 | 13 | – | 3 037 |
| Flux de trésorerie d'exploitation | 13 420 | 2 230 | 1 252 | 11 419 | 3 239 | (1 951) | – | 29 609 |

| 9 mois 2025<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires externe | 4 330 | 7 669 | 13 880 | 65 591 | 59 083 | 19 | – | 150 572 |
| Chiffre d'affaires intersecteurs | 26 481 | 6 708 | 1 819 | 20 939 | 567 | 95 | (56 609) | – |
| Droits d'accises | – | – | – | (567) | (13 586) | – | – | (14 153) |
| **Produits des ventes** | **30 811** | **14 377** | **15 699** | **85 963** | **46 064** | **114** | **(56 609)** | **136 419** |
| Charges d'exploitation | (12 577) | (11 468) | (14 527) | (83 712) | (44 041) | (719) | 56 609 | (110 435) |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers | (6 073) | (1 164) | (286) | (1 239) | (684) | (90) | – | (9 536) |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments | 713 | 1 635 | 332 | 25 | 79 | (74) | – | 2 710 |
| Impôts du résultat opérationnel net | (6 176) | (538) | (210) | (238) | (443) | 246 | – | (7 359) |
| Ajustements [(a)] | 104 | (345) | (643) | (578) | (57) | (67) | – | (1 586) |
| **Résultat opérationnel net ajusté** | **6 594** | **3 187** | **1 651** | **1 377** | **1 032** | **(456)** | **–** | **13 385** |
| Ajustements [(a)] | | | | | | | | (1 586) |
| Coût net de la dette nette | | | | | | | | (1 370) |
| Intérêts ne conférant pas le contrôle | | | | | | | | (208) |
| **Résultat net - part TotalEnergies** | | | | | | | | **10 221** |

[(a)] Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

La gestion des positions bilancielles (dont les appels de marge) liée à l'accès centralisé aux marchés pour les activités GNL, gaz et électricité est incluse dans le secteur integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions gaz et GNL sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions électricité sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated Power.

| 9 mois 2025<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissements | 8 642 | 2 390 | 4 212 | 995 | 611 | 155 | – | 17 005 |
| Désinvestissements | 1 060 | 500 | 486 | 65 | 180 | 17 | – | 2 308 |
| Flux de trésorerie d'exploitation | 11 128 | 3 071 | 1 074 | 1 743 | 1 483 | (1 627) | – | 16 872 |

| 3ème trimestre 2026<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires externe | 1 644 | 3 470 | 4 221 | 30 778 | 26 693 | 13 | – | 66 819 |
| Chiffre d'affaires intersecteurs | 10 528 | 1 934 | 1 985 | 11 409 | 228 | 33 | (26 117) | – |
| Droits d'accises | – | – | – | (188) | (4 772) | – | – | (4 960) |
| **Produits des ventes** | **12 172** | **5 404** | **6 206** | **41 999** | **22 149** | **46** | **(26 117)** | **61 859** |
| Charges d'exploitation | (4 481) | (2 939) | (5 472) | (36 267) | (20 804) | (212) | 26 117 | (44 058) |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers | (2 017) | (405) | (1 017) | (428) | (282) | (31) | – | (4 180) |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments | 229 | 610 | 199 | (584) | (47) | (30) | – | 377 |
| Impôts du résultat opérationnel net | (2 873) | (648) | (136) | (1 306) | (328) | 109 | – | (5 182) |
| Ajustements [(a)] | (127) | 137 | (822) | (187) | 221 | (23) | – | (801) |
| **Résultat opérationnel net ajusté** | **3 157** | **1 885** | **602** | **3 601** | **467** | **(95)** | **–** | **9 617** |
| Ajustements [(a)] | | | | | | | | (801) |
| Coût net de la dette nette | | | | | | | | (453) |
| Intérêts ne conférant pas le contrôle | | | | | | | | (100) |
| **Résultat net - part TotalEnergies** | | | | | | | | **8 263** |

[(a)] Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

La gestion des positions bilancielles (dont les appels de marge) liée à l'accès centralisé aux marchés pour les activités GNL, gaz et électricité est incluse dans le secteur integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions gaz et GNL sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions électricité sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated Power.

| 3ème trimestre 2026<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissements | 3 026 | 359 | 1 186 | 278 | 180 | 85 | – | 5 114 |
| Désinvestissements | (121) | 32 | 86 | 129 | 14 | 12 | – | 152 |
| Flux de trésorerie d'exploitation | 4 905 | 1 213 | 1 636 | 6 290 | 1 622 | (276) | – | 15 390 |

| 3ème trimestre 2025<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires externe | 1 392 | 1 995 | 3 955 | 21 205 | 20 138 | 6 | – | 48 691 |
| Chiffre d'affaires intersecteurs | 8 892 | 1 587 | 434 | 7 122 | 234 | 38 | (18 307) | – |
| Droits d'accises | – | – | – | (201) | (4 646) | – | – | (4 847) |
| **Produits des ventes** | **10 284** | **3 582** | **4 389** | **28 126** | **15 726** | **44** | **(18 307)** | **43 844** |
| Charges d'exploitation | (4 200) | (2 880) | (3 863) | (27 069) | (14 916) | (225) | 18 307 | (34 846) |
| Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers | (2 145) | (376) | (103) | (380) | (243) | (33) | – | (3 280) |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments | 522 | 492 | (52) | 75 | (24) | (3) | – | 1 010 |
| Impôts du résultat opérationnel net | (2 055) | (97) | (110) | (143) | (177) | 115 | – | (2 467) |
| Ajustements [(a)] | 237 | (131) | (310) | (78) | (14) | (22) | – | (318) |
| **Résultat opérationnel net ajusté** | **2 169** | **852** | **571** | **687** | **380** | **(80)** | **–** | **4 579** |
| Ajustements [(a)] | | | | | | | | (318) |
| Coût net de la dette nette | | | | | | | | (499) |
| Intérêts ne conférant pas le contrôle | | | | | | | | (79) |
| **Résultat net - part TotalEnergies** | | | | | | | | **3 683** |

[(a)] Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

La gestion des positions bilancielles (dont les appels de marge) liée à l'accès centralisé aux marchés pour les activités GNL, gaz et électricité est incluse dans le secteur integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions gaz et GNL sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated LNG.

Les variations de juste valeur des positions électricité sont affectées au résultat opérationnel net du secteur Integrated Power.

| 3ème trimestre 2025<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Éliminations de consolidation | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissements | 2 409 | 611 | 773 | 402 | 205 | 35 | – | 4 435 |
| Désinvestissements | 622 | 465 | 81 | 17 | 45 | 2 | – | 1 232 |
| Flux de trésorerie d'exploitation | 4 187 | 789 | 674 | 2 839 | 287 | (427) | – | 8 349 |

## 3.2 Éléments d'ajustement

Les principaux éléments d'ajustement des neuf premiers mois de l'exercice 2026 sont les suivants :

- Un « Effet de stock » d'un montant de 2 513 millions de dollars en résultat opérationnel net pour les secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services ;
- Un « Effet de variations de juste valeur » d'un montant de 168 millions de dollars en résultat opérationnel net pour les secteurs Integrated LNG et Integrated Power ;
- Des « Dépréciations et provisions exceptionnelles » d'un montant de (3 093) millions de dollars en résultat opérationnel net, notamment lié aux accords avec les autorités fédérales américaines relatifs aux concessions éolien offshore, à la revue stratégique du pipeline de renouvelables hors des marchés prioritaires ainsi qu'à des dépréciations sur le périmètre éolien offshore en Allemagne pour le secteur Integrated Power et sur la participation de TotalEnergies dans Hanwha TotalEnergies Petrochemical Co. Ltd pour le secteur Raffinage-Chimie ;
- Des « Plus-values de cession » pour un montant de 121 millions de dollars en résultat opérationnel net, principalement lié à la création de NEO NEXT+ au Royaume-Uni.

Le détail des éléments d'ajustement est présenté dans le tableau ci-dessous.

### Éléments d'ajustement du résultat opérationnel net

| 3ème trimestre 2026<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Effet de stock | – | – | – | 926 | 334 | – | 1 260 |
| Effet des variations de juste valeur | – | 137 | 122 | – | – | – | 259 |
| Charges de restructuration | – | – | – | – | – | – | – |
| Dépréciations et provisions exceptionnelles | (13) | – | (891) | (928) | (113) | – | (1 945) |
| Plus (moins) values de cession | (114) | – | – | – | – | – | (114) |
| Autres éléments | – | – | (53) | (185) | – | (23) | (261) |
| **Total** | **(127)** | **137** | **(822)** | **(187)** | **221** | **(23)** | **(801)** |

| 3ème trimestre 2025<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Effet de stock | – | – | – | (48) | 15 | – | (33) |
| Effet des variations de juste valeur | – | (131) | (41) | – | – | – | (172) |
| Charges de restructuration | (7) | – | – | – | – | – | (7) |
| Dépréciations et provisions exceptionnelles | – | – | (257) | – | (29) | – | (286) |
| Plus (moins) values de cession | 284 | – | – | – | – | – | 284 |
| Autres éléments | (40) | – | (12) | (30) | – | (22) | (104) |
| **Total** | **237** | **(131)** | **(310)** | **(78)** | **(14)** | **(22)** | **(318)** |

| 9 mois 2026<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Effet de stock | – | – | – | 1 885 | 628 | – | 2 513 |
| Effet des variations de juste valeur | – | 179 | (11) | – | – | – | 168 |
| Charges de restructuration | (7) | – | (6) | (16) | (23) | – | (52) |
| Dépréciations et provisions exceptionnelles | (13) | – | (1 948) | (934) | (198) | – | (3 093) |
| Plus (moins) values de cession | 138 | – | – | – | (17) | – | 121 |
| Autres éléments | – | (7) | (62) | (416) | (16) | (94) | (595) |
| **Total** | **118** | **172** | **(2 027)** | **519** | **374** | **(94)** | **(938)** |

| 9 mois 2025<br>*(en millions de dollars)* | Exploration - Production | Integrated LNG | Integrated Power | Raffinage - Chimie | Marketing & Services | Holding | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Effet de stock | – | – | – | (352) | (28) | – | (380) |
| Effet des variations de juste valeur | – | (249) | (361) | – | – | – | (610) |
| Charges de restructuration | (7) | – | – | – | – | – | (7) |
| Dépréciations et provisions exceptionnelles | – | – | (270) | (196) | (29) | – | (495) |
| Plus (moins) values de cession | 284 | – | – | – | – | – | 284 |
| Autres éléments | (173) | (96) | (12) | (30) | – | (67) | (378) |
| **Total** | **104** | **(345)** | **(643)** | **(578)** | **(57)** | **(67)** | **(1 586)** |

## 4 Capitaux propres

### Autodétention (actions TotalEnergies détenues directement par TotalEnergies SE)

| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2026 |
|---|---|---|
| Nombre d'actions autodétenues | 63 702 529 | 74 975 030 |
| Pourcentage du capital social | 2,89% | 3,29% |

Sur autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire du 25 mai 2022, le Conseil d'administration a décidé d'annuler :

- Lors de sa réunion du 10 février 2026, avec effet au 13 février 2026, 18 185 068 actions auto-détenues rachetées entre le 1er juillet 2025 et le 19 août 2025 ;
- Lors de sa réunion du 28 avril 2026, avec effet au 30 avril 2026, 7 728 801 actions auto-détenues rachetées entre le 20 août 2025 et le 8 septembre 2025.

### Dividende

Le Conseil d'administration du 28 avril 2026 a décidé de fixer le montant du premier acompte sur dividende au titre de l'exercice 2026 à 0,90 euro par action. Cet acompte a été détaché de l'action le 30 septembre 2026 et mis en paiement en numéraire le 2 octobre 2026 pour les actions cotées sur Euronext et le 21 octobre 2026 pour les actions cotées sur le NYSE.

De plus, le Conseil d'administration du 22 juillet 2026 a décidé de fixer le montant du deuxième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2026 à 0,90 euro par action, soit un montant identique à celui du premier acompte susvisé. Ce deuxième acompte sera détaché de l'action le 31 décembre 2026 et mis en paiement en numéraire le 5 janvier 2027 pour les actions cotées sur Euronext et le 22 janvier 2027 pour les actions cotées sur le NYSE.

Par ailleurs, le Conseil d'administration du 28 octobre 2026 a décidé de fixer le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2026 à 0,90 euro par action, soit un montant identique à celui des premier et deuxième acomptes susvisés. Ce troisième acompte sera détaché de l'action le 31 mars 2027 et mis en paiement en numéraire le 2 avril 2027 pour les actions cotées sur Euronext et le 20 avril 2027 pour les actions cotées sur le NYSE.

| Dividende 2026 | Premier acompte | Deuxième acompte | Troisième acompte |
|---|---|---|---|
| Montant EUR (action Euronext) | 0,90€ | 0,90€ | 0,90€ |
| Montant USD (action NYSE) | 1,00737$ | Fixé le 14 janvier 2027 | Fixé le 13 avril 2027 |
| Date de fixation | 28 avril 2026 | 22 juillet 2026 | 28 octobre 2026 |
| Date de détachement Euronext et NYSE | 30 septembre 2026 | 31 décembre 2026 | 31 mars 2027 |
| Date de paiement Euronext | 2 octobre 2026 | 5 janvier 2027 | 2 avril 2027 |
| Date de paiement NYSE | 21 octobre 2026 | 22 janvier 2027 | 20 avril 2027 |

### Résultat net par action en euro

Le résultat net par action en euro, obtenu à partir du résultat net par action en dollars américains converti en utilisant le taux de change euro / dollar américain moyen de la période, s'élève à 3,22 euros par action au 3ème trimestre 2026 (2,09 euros par action au 2ème trimestre 2026 et 1,41 euro par action au 3ème trimestre 2025). Le résultat net dilué par action en euro calculé en utilisant la même méthode s'élève à 3,18 euros par action au 3ème trimestre 2026 (2,08 euros par action au 2ème trimestre 2026 et 1,40 euro par action au 3ème trimestre 2025).

Le résultat net par action est calculé après rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée.

### Titres subordonnés à durée indéterminée

Le 26 février 2026, TotalEnergies SE a procédé à l'émission de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) :

- 1 500 millions d'euros de TSDI offrant un coupon de 3,79%, perpétuels et remboursables à partir de février 2031.

TotalEnergies SE n'a pas procédé au remboursement de titres subordonnés à durée indéterminée au cours des neuf premiers mois de 2026.

Le 10 septembre 2026, TotalEnergies SE a notifié son intention de rembourser intégralement le montant nominal de 1 500 millions d'euros des TSDI 3,369% émis en octobre 2016, à leur date de première option de remboursement, le 6 octobre 2026, entraînant son reclassement en dettes financières courantes au 30 septembre 2026.

## Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global sont détaillés dans le tableau suivant :

| *(en millions de dollars)* | 9 mois 2026 | 9 mois 2025 |
|---|---|---|
| Pertes et gains actuariels | 22 | 14 |
| Variations de juste valeur des placements en instruments de capitaux propres | 9 | (32) |
| Effet d'impôt | (7) | – |
| Écart de conversion de consolidation de la société mère | (2 960) | 8 688 |
| **Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat** | **(2 936)** | **8 670** |
| **Écart de conversion de consolidation** | **2 602** | **(6 939)** |
| – Gains/(Pertes) de la période non réalisés | 2 060 | (6 936) |
| – Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net | (542) | 3 |
| **Couverture de flux futurs** | **3 901** | **(1 014)** |
| – Gains/(Pertes) de la période non réalisés | 4 119 | (1 522) |
| – Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net | 218 | (508) |
| **Variation du basis spread des opérations en monnaie étrangère** | **12** | **25** |
| – Gains/(Pertes) de la période non réalisés | 3 | 14 |
| – Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net | (9) | (11) |
| **Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt** | **545** | **(386)** |
| – Gains/(Pertes) de la période non réalisés | 540 | (369) |
| – Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net | (5) | 17 |
| **Autres éléments** | **4** | **12** |
| **Effet d'impôt** | **(998)** | **237** |
| **Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat** | **6 066** | **(8 065)** |
| **Total autres éléments du résultat global (après impôt)** | **3 130** | **605** |

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

| | 9 mois 2026 | | | 9 mois 2025 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (en millions de dollars) | Avant impôt | Impôt | Après impôt | Avant impôt | Impôt | Après impôt |
| Pertes et gains actuariels | 22 | (7) | 15 | 14 | (7) | 7 |
| Variations de juste valeur des placements en instruments de capitaux propres | 9 | – | 9 | (32) | 7 | (25) |
| Écart de conversion de consolidation de la société mère | (2 960) | – | (2 960) | 8 688 | – | 8 688 |
| **Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat** | **(2 929)** | **(7)** | **(2 936)** | **8 670** | **–** | **8 670** |
| Écart de conversion de consolidation | 2 602 | – | 2 602 | (6 939) | – | (6 939) |
| Couverture de flux futurs | 3 901 | (995) | 2 906 | (1 014) | 248 | (766) |
| Variation du basis spread des opérations en monnaie étrangère | 12 | (3) | 9 | 25 | (11) | 14 |
| Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt | 545 | – | 545 | (386) | – | (386) |
| Autres éléments | 4 | – | 4 | 12 | – | 12 |
| **Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat** | **7 064** | **(998)** | **6 066** | **(8 302)** | **237** | **(8 065)** |
| **Total autres éléments du résultat global** | **4 135** | **(1 005)** | **3 130** | **368** | **237** | **605** |

## 5 Emprunts et dettes financières

La Compagnie a procédé à l'émission d'obligations seniors en 3 tranches sur le marché américain en janvier 2026 :

- 1 500 millions de dollars à 4,248% émis par TotalEnergies Capital USA et de maturité janvier 2031 ;
- 1 250 millions de dollars à 4,569% émis par TotalEnergies Capital USA et de maturité janvier 2033 ;
- 750 millions de dollars à 4,857% émis par TotalEnergies Capital USA et de maturité janvier 2036.

La Compagnie a remboursé quatre emprunts obligataires senior au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2026 :

- 1 100 millions d'euros à 2,500% émis par TotalEnergies Capital International en 2014 et de maturité mars 2026 ;
- 200 millions de francs suisses à 0,288% émis par TotalEnergies Capital International en 2018 et de maturité juillet 2026 ;
- 500 millions de livres sterling à 1,660% émis par TotalEnergies Capital International en 2019 et de maturité juillet 2026 ;
- 1 472 millions de Hong Kong dollars à 3,088% émis par TotalEnergies Capital International en 2015 et de maturité septembre 2026.

## 6 Parties liées

Les parties liées sont constituées principalement des sociétés mises en équivalence et des sociétés non consolidées.

Il n'y a pas eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2026.

# 7 Autres risques et engagements

À la connaissance de TotalEnergies, il n'existe pas, à la date d'arrêté des comptes, de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités de la compagnie TotalEnergies, autres que ceux mentionnés ci-après.

## Moyen-Orient : Situation de la Compagnie

Depuis le début de la crise au Moyen-Orient le 28 février 2026, TotalEnergies est pleinement mobilisée pour assurer un suivi étroit de l'évolution de la situation afin de mettre en œuvre les mesures adaptées.

Conséquences du conflit pour TotalEnergies à date

- A fin mars, la production arrêtée au Qatar, en Irak et offshore aux Émirats Arabes Unis, représentait environ 15% de la production totale de la Compagnie.
- Au deuxième trimestre 2026, le conflit au Moyen-Orient a impacté la production de la Compagnie de l'ordre de 210 kbep/j en moyenne.
- Au troisième trimestre 2026, l'impact du conflit s'est limité à environ 5% seulement de la production totale de la Compagnie en moyenne.
- L'impact du conflit sur les productions est actuellement en baisse par rapport au troisième trimestre et représente moins de 5% de la production totale de la Compagnie, principalement du fait d'exports limités des volumes de GNL via le détroit d'Ormuz.
- À l'issue des travaux de remise en état consécutifs aux incidents survenus début avril, la raffinerie de SATORP[1] a retrouvé sa pleine capacité à la fin du troisième trimestre 2026.
- A l'exception de la raffinerie de SATORP, aucun des actifs de la Compagnie n'a subi de dommages durant le conflit.

L'analyse des impacts du conflit sur les opérations de la Compagnie n'a pas mis en évidence d'indicateurs de perte de valeur à fin septembre 2026.

## Yémen

Au Yémen, la dégradation des conditions de sécurité dans les environs du site de Balhaf a conduit la société Yemen LNG, dans laquelle la compagnie TotalEnergies détient une participation de 39,62%, à cesser ses activités de production commerciale et d'export de GNL et à déclarer la force majeure auprès de ses différentes parties prenantes en 2015. L'usine a été placée en mode préservation.

## Procédures judiciaires et d'arbitrage

### Contentieux climatiques

En France, TotalEnergies SE a été assignée en janvier 2020 devant le tribunal judiciaire de Nanterre par certaines associations et collectivités locales afin que soit complété son plan de vigilance par une identification détaillée des risques liés à un réchauffement planétaire au-delà de 1,5 °C et par l'indication du montant attendu des futures émissions de gaz à effet de serre liées aux activités de la Compagnie ainsi qu'à l'utilisation de ses produits par des tiers, et afin qu'il soit fait injonction à la Société de mettre fin à la recherche et à l'exploitation de nouveaux champs de pétrole ou de gaz, de réduire sa production de pétrole et de gaz à horizon 2030 et 2050 et de réduire ses émissions nettes de $CO_2$ directes et indirectes de 40% en 2040 par rapport à 2019. Cette action a été jugée irrecevable le 6 juillet 2023 par le tribunal judiciaire de Paris, auquel une nouvelle loi de procédure avait conduit à transférer l'affaire. À la suite de l'appel formé par les demanderesses, la Cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 18 juin 2024, a considéré l'action engagée recevable notamment sur le fondement de la loi sur le devoir de vigilance renvoyant l'affaire pour jugement au fond devant le tribunal judiciaire de Paris, tout en jugeant irrecevables 17 des 22 demandeurs ainsi que les mesures provisoires sollicitées.

Dans son jugement du 25 juin 2026, le tribunal judiciaire de Paris n'a pas retenu les demandes qui visaient à faire interdire à TotalEnergies les nouveaux projets pétroliers et gaziers ou à l'obliger à réduire sa production de pétrole et de gaz ; le tribunal a confirmé que la loi sur le devoir de vigilance *« n'est pas destinée à rendre les entreprises concernées responsables des risques liés au changement climatique qui résultent de l'ensemble de l'activité humaine sur la planète depuis la révolution industrielle »*. Le tribunal a également considéré qu'il ne lui appartenait pas de fixer des cibles ou dicter des mesures précises qui s'imposeraient à TotalEnergies.

Le tribunal n'a toutefois pas suivi l'avis du ministère public - selon lequel le champ d'application de la loi sur le devoir de vigilance ne s'étend pas au changement climatique - et a jugé que le plan de vigilance d'une entreprise devrait traiter des risques climatiques. Jugeant que les émissions de gaz à effet de serre de ses opérations (scopes 1 et 2) sont déjà effectivement intégrées dans son plan de vigilance, le tribunal a demandé à TotalEnergies d'y inclure les émissions de ses clients (scope 3) et de mettre à jour son plan de vigilance en conséquence dans un délai de 6 mois à compter de la notification du jugement. A l'issue de ce délai, la procédure devrait reprendre devant le tribunal pour qu'il statue sur le contrôle du plan de vigilance complété et sur des demandes sur lesquelles le tribunal a prononcé un sursis à statuer.

TotalEnergies SE a interjeté appel de ce jugement devant la cour d'appel de Paris.

Une action contre la Société, comportant des demandes en injonction similaires, a été introduite en mars 2024 en Belgique devant le tribunal de l'entreprise de Tournai. Par un jugement du 18 mars 2026, le tribunal s'est déclaré compétent au motif que le dommage allégué par le demandeur se serait matérialisé en Belgique mais a décidé de sursoir à statuer dans l'attente de la décision susvisée du 25 juin 2026 du tribunal judiciaire de Paris. TotalEnergies a formé appel contre ce jugement devant la cour d'appel de Mons.

En France, certaines associations ont assigné TotalEnergies SE dans le cadre d'actions civiles et pénale ayant pour objet de faire juger que la communication institutionnelle de la Société ainsi que la campagne publicitaire diffusée depuis mai 2021 après le changement de nom de TotalEnergies, contiennent des allégations environnementales fausses ou de nature à induire le consommateur en erreur. Par décision du 23 octobre 2025, le tribunal judiciaire de Paris a jugé que la communication institutionnelle à caractère informationnel de la Société ne relevait pas du code de la consommation et du champ des pratiques commerciales trompeuses. Les requêtes concernant la campagne de communication liée à son changement de nom en 2021, ainsi que celles visant sa communication institutionnelle sur le rôle du gaz naturel et des biocarburants dans la transition énergétique, ont toutes été déboutées. Aucune « publicité » des filiales de TotalEnergies en France n'a été condamnée par le tribunal. Le tribunal a cependant demandé le retrait de trois paragraphes relatifs à l'ambition en matière de neutralité carbone du site internet de sa filiale commerciale TotalEnergies Electricité et Gaz France destiné aux clients. Aucune des parties n'a fait appel de ce jugement civil, qui est devenu définitif.

En France encore, neuf actionnaires (deux sociétés et sept personnes physiques détenant ensemble quelques actions de la Société) ont assigné la Société le 4 juillet 2023 devant le tribunal des activités économiques de Nanterre pour solliciter notamment l'annulation de la résolution n°3 votée par l'Assemblée générale de la Société le 26 mai 2023 constatant le résultat de l'exercice 2022 et fixant le montant du dividende à distribuer pour l'exercice 2022. Les demandeurs allèguent essentiellement d'une insuffisante provision pour dépréciation d'actifs de TotalEnergies dans les comptes de l'exercice 2022, en raison d'une prise en compte prétendument insuffisante des risques et coûts futurs liés aux conséquences des émissions de gaz à effet de serre émis par ses clients (Scope 3) et d'hypothèses de coût du carbone présentées comme trop faibles. Le 25 septembre 2025, dans le cadre de la phase procédurale préalable au fond, les plaignants ont été déboutés de leur demande principale, faute d'intérêt à agir. L'appel formé par les requérants à l'encontre de ce jugement a été jugé irrecevable le 15 avril 2026.

Aux États-Unis, la Société et plusieurs de ses filiales américaines ont été assignées, parmi de nombreuses autres sociétés et associations professionnelles, dans le cadre de plusieurs « contentieux climatiques » visant à faire reconnaître l'existence d'une responsabilité juridique pour les émissions passées de gaz à effet de serre, et à indemniser les collectivités publiques demanderesses en particulier pour les coûts d'adaptation qui en résulteraient. La Compagnie considère que les tribunaux saisis ne sont pas compétents pour les juger, qu'elle dispose de nombreux arguments à faire valoir pour faire échec aux actions engagées, et considère que le comportement passé et actuel de la Compagnie ne constitue pas une faute de nature à entraîner sa responsabilité.

[1] Codétenue par Aramco (62,5%) et TotalEnergies (37,5%).

## Mozambique

En France, des victimes et ayants droit de personnes décédées ont déposé plainte à l'encontre de TotalEnergies SE en octobre 2023 auprès du Parquet de Nanterre, à la suite des événements perpétrés par des terroristes dans la ville de Palma en mars 2021. Cette plainte tend à établir la supposée responsabilité de la Société, sous les qualificatifs « d'homicide involontaire » et « non-assistance à personne en danger ». La Société conteste le bien-fondé de ces accusations en droit comme en fait[2].

Au Royaume-Uni, une procédure d'*inquest* initiée par les ayants-droits de l'une des victimes a conclu le 24 septembre 2026 que le décès de cette dernière a été causé par l'impact d'une roquette et n'a retenu aucun élément mettant en cause TotalEnergies SE ou sa filiale, lesquelles étaient « parties intéressées » à la procédure.

## Kazakhstan

Le 1er avril 2024, la République du Kazakhstan a déposé un mémoire en demande (Statement of Claims) dans le cadre d'un arbitrage auquel sont parties TotalEnergies EP Kazakhstan et ses partenaires au titre du contrat de partage de production relatif à la mer Caspienne nord. TotalEnergies EP Kazakhstan et ses partenaires contestent le bien-fondé des demandes formulées dans ce mémoire. Il n'est pas possible à cette date d'évaluer de manière fiable les éventuelles conséquences de cet arbitrage, notamment financières, pas plus que la date de leur mise en œuvre.

[2] Se reporter au communiqué de presse publié par la Compagnie le 11 octobre 2023 contestant ces accusations.

## 8 Événements postérieurs à la clôture

Il n'existe pas d'événements post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les comptes de la Compagnie.